

## Des liens qui unissent? Des signes d'unité et de division dans 18 pays africains

---

Dépêche No. 412 d'Afrobarometer | Carolyn Logan, Aminatou Seydou, et Luyando Mulate Katenda

### Résumé

En cette année de la COVID-19, la capacité des sociétés à œuvrer collectivement à la résolution des défis occupe une position centrale. En effet, le soutien et l'adhésion du public aux mesures de santé publique ont été mentionnés parmi les facteurs expliquant les taux de contamination et de mortalité bien plus faibles en Afrique comparativement à d'autres régions du monde (BBC, 2020).

Les analystes étudient les relations sociales et les divisions sociales précisément parce qu'ils estiment que les sociétés plus cohésives – c'est-à-dire dont les relations entre groupes sociaux ainsi qu'entre groupes sociaux et le gouvernement sont plus fortes et plus positives – seraient également plus à même de résoudre des préoccupations communes et de stimuler le bien-être et le développement.

À quel point les relations sociales sont-elles solides ou faibles en Afrique? Le continent a souvent été présenté comme déchiré par les conflits et des dissensions, surtout des dissensions fondées sur l'ethnicité. Quelle est la réalité? Les citoyens des pays africains partagent-ils un sentiment d'identité commun et un objectif national susceptibles de les unir autour d'aspirations communes, comme le suggèrent certaines des expériences vécues dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus? Ou sont-ils, comme le suggèrent les stéréotypes, lacérés par des clivages et une méfiance qui entravent la quête du bien commun?

Des recherches articulées autour de concepts tels que le capital social, la cohésion sociale, et le pluralisme ont étudié ce par quoi les gens s'identifient, où les clivages sociaux sont les plus profonds, et comment les relations se développent horizontalement entre les groupes identitaires et verticalement entre ces groupes et l'État (voir par exemple Chan, To, & Chan, 2006; Jenson, 2019; Lockwood, 1999).

Tant les identités que les relations sont complexes et multidimensionnelles. Bien qu'il soit souvent considéré comme acquis, par exemple, que l'ethnie est l'identité – et la source de clivage – la plus évidente dans nombre de pays africains, un simple regard au-delà de l'ethnie suggère que le sexe, la religion, la race, la richesse, l'éducation, la nationalité, et la tendance partisane sont autant de facteurs potentiellement critiques d'identité et de clivage, au moins dans certains pays et à certains moments. Il est également essentiel de comprendre la présence ou l'absence d'identités nationales ou panafricaines prédominantes susceptibles de contrebalancer ou même supplanter les identités et clivages sous-nationaux.

Les relations pourraient également comporter plusieurs niveaux. Les analystes du capital social et de la cohésion sociale se concentrent souvent sur la « confiance » – entre et parmi les individus, les groupes identitaires, et l'État. Mais la « confiance » pourrait être une norme assez élevée dans de nombreuses sociétés (voir par exemple Nunn & Wantchekon, 2011), et d'autres facteurs relationnels – la tolérance, l'acceptation, et le respect mutuel d'une part, et

le rejet, les préjugés, et la discrimination d'autre part – pourraient être aussi pertinents, tout comme le fait que les individus et les sociétés perçoivent ou non la diversité comme un facteur de force sociale.

Des données récentes d'Afrobarometer apportent un nouvel éclairage sur certaines de ces identités et relations. Au cours de son huitième round d'enquêtes en cours (2019/2021), Afrobarometer se concentre sur trois principales sources d'identité et de clivage potentiel – l'ethnie, la religion, et le statut économique – tout en examinant l'attrait de l'identité nationale collective. Pour ce qui est des relations, outre la mesure de la confiance, Afrobarometer explore le niveau de tolérance ainsi que la discrimination basée sur l'identité.

Les résultats révèlent la complexité de la cohésion sociale. La confiance généralisée est extrêmement faible – ce qui semble être un mauvais signe pour les sociétés africaines – et l'expérience de la discrimination, surtout les traitements injustes basés sur le statut économique, est relativement répandue. Mais en même temps, il est clair que la population apprécie la diversité et qu'elle adhère fortement aux grandes identités nationales.

En bref, il n'existe pas de réponse simple à la question de savoir dans quelle mesure les sociétés africaines sont cohésives ou non. Mais les résultats ici présentés suggèrent des perspectives nouvelles et peut-être plus nuancées pour comprendre les liens et les clivages sociaux multidimensionnels.

## Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 achevées dans 18 pays avant l'interruption des activités par la pandémie de la COVID-19, continueront dans au moins 17 autres pays en fin 2020 et en 2021. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant sur la base d'échantillons représentatifs à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette dépêche s'appuie sur les données de 26.777 entretiens réalisés dans les 18 premiers pays enquêtés durant le Round 8 entre juillet 2019 et avril 2020 (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. Dans le cas de résultats multinationaux comme les moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

## Résultats clés

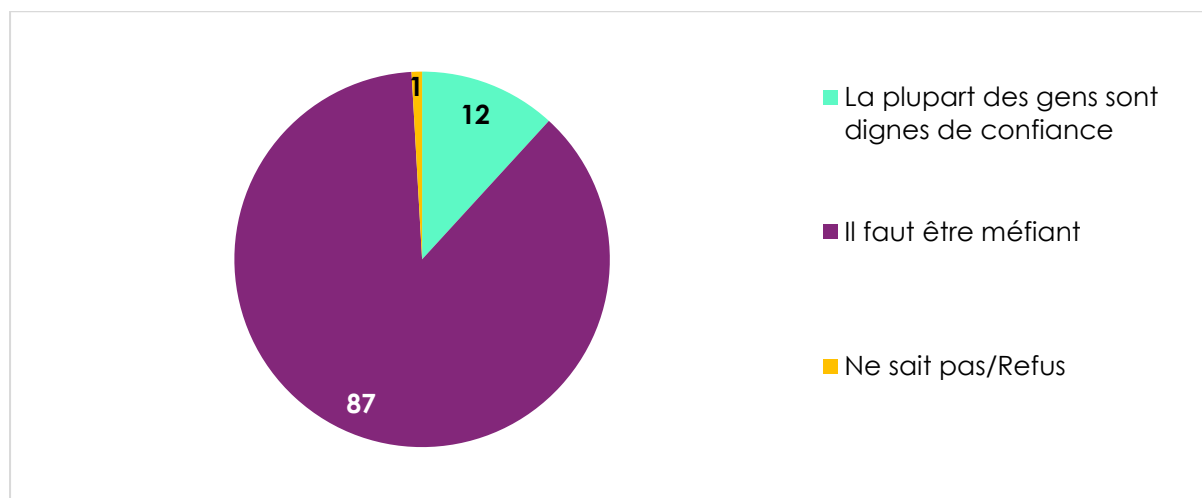
- A travers 18 pays, la confiance généralisée est extrêmement faible: 12% seulement des répondants estiment qu'on « peut faire confiance à la plupart des gens ».
- Dans le même temps, les Africains apprécient la diversité et sont assez tolérants à l'égard de certains groupes de personnes différentes d'eux. Deux tiers (67%) pensent que les communautés diverses sont plus fortes que les communautés homogènes. La majorité aimeraient avoir pour voisins des personnes d'autres ethnies, religions, partis politiques, et pays.
- Ils ont également un grand sentiment d'unité nationale. Près de deux tiers (63%) affirment que ce qui unit les habitants de leur pays en un seul peuple est plus fort que ce qui les divise. Et en moyenne, sur 17 pays, 15% seulement sont plus fortement attachés à leur identité ethnique qu'à leur identité nationale.

- La discrimination est cependant un phénomène très répandu. Plutôt que l'appartenance ethnique ou la religion, le statut économique est la base la plus courante de la discrimination. Les niveaux de traitement inéquitable enregistrés sont généralement plus élevés aux mains du gouvernement qu'aux mains de leurs concitoyens.
- Les citoyens plus pauvres déclarent être victimes de discrimination en proportion beaucoup plus élevée que leurs compatriotes plus riches – parfois près de deux fois plus. Ce constat s'applique non seulement pour la discrimination basée sur le statut économique, mais aussi lorsqu'elle est fondée sur l'appartenance ethnique ou la religion.
- La discrimination est la plus répandue chez les Nigériens, suivis par les Malawites, les Angolais, les Éthiopiens, les Gabonais, les Kényans, les Namibiens, et les Ougandais. Les sociétés rapportant les niveaux de discrimination les moindres sont le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Guinée, et la Sierra Leone.

### Le refus de la confiance tout en embrassant la diversité et la tolérance

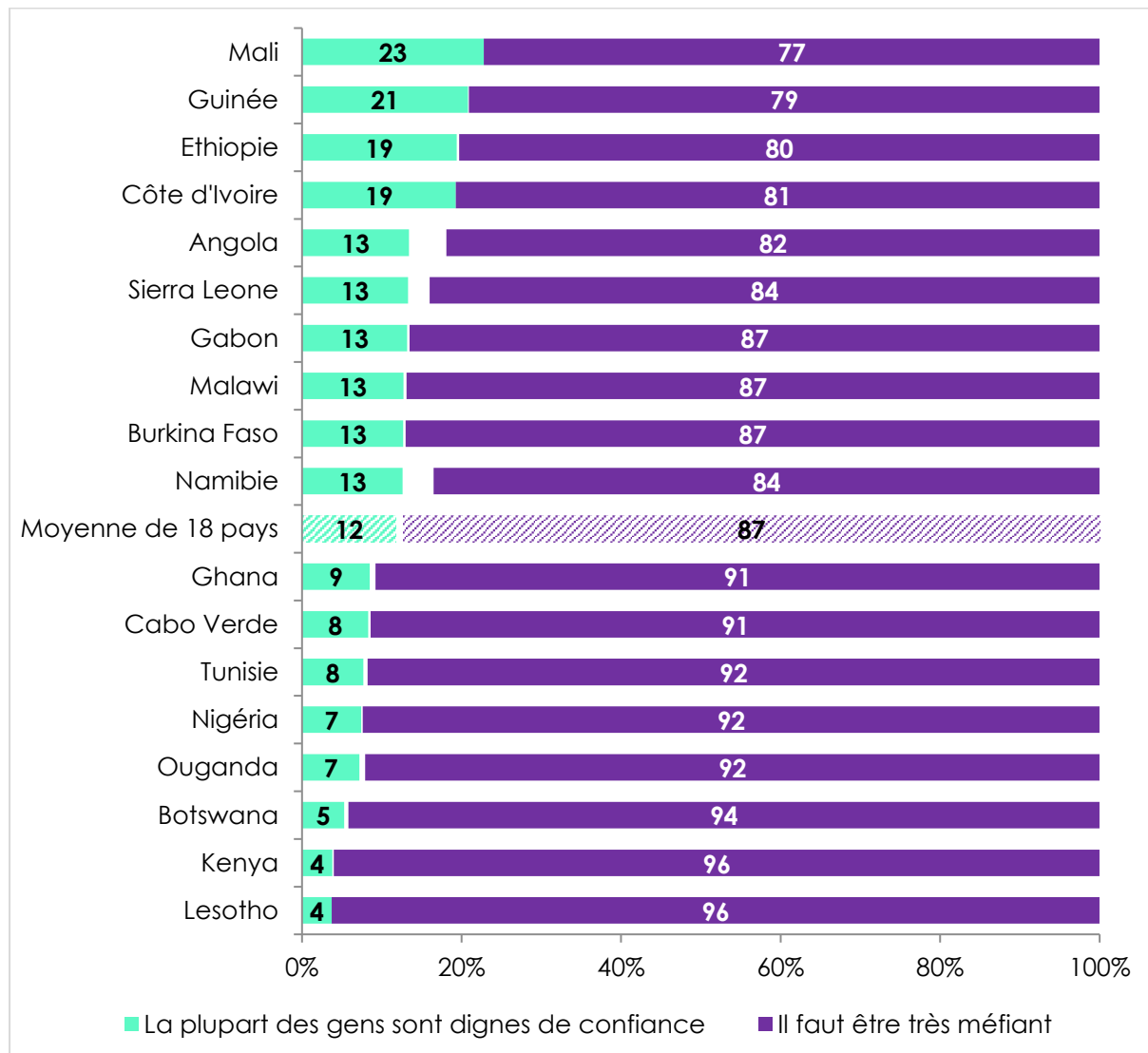
Les niveaux de confiance au sein de la société sont parfois considérés comme un indicateur de référence clé des niveaux de cohésion sociale (Jenson, 2019). Si cet indicateur est effectivement probant, alors les nouvelles ne sont pas bonnes pour une grande partie de l'Afrique. Lorsqu'on leur demande simplement de dire si « on peut faire confiance à la plupart des gens » ou si « on doit être très méfiant » dans ses relations avec les gens, 12% seulement des répondants expriment une confiance généralisée, tandis que 87% recommandent la prudence dans les rapports avec les autres (Figure 1). Dans les 15 pays où cette question a également été posée lors du Round 5 (2011/2013), la confiance généralisée est passée de 17% à 11%. Deux pays seulement, le Mali (23%) et la Guinée (21%), enregistrent plus d'un sur cinq citoyens qui se montrent généralement confiants, tandis qu'un seulement sur 20 répondants déclarent que la plupart des gens sont dignes de confiance au Botswana (5%), au Lesotho (4%), et au Kenya (4%) (Figure 2). Il est à noter que les trois pays qui affichent les niveaux de confiance les plus faibles comprennent deux des pays les plus homogènes du continent sur le plan ethnique (le Botswana et le Lesotho) mais aussi l'un des plus diversifiés (le Kenya).

**Figure 1: La plupart des gens sont-ils dignes de confiance? | 18 pays | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:** De manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que vous devez être très méfiant dans vos relations avec les gens?

**Figure 2: La plupart des gens sont-ils dignes de confiance? | 18 pays | 2019/2020**

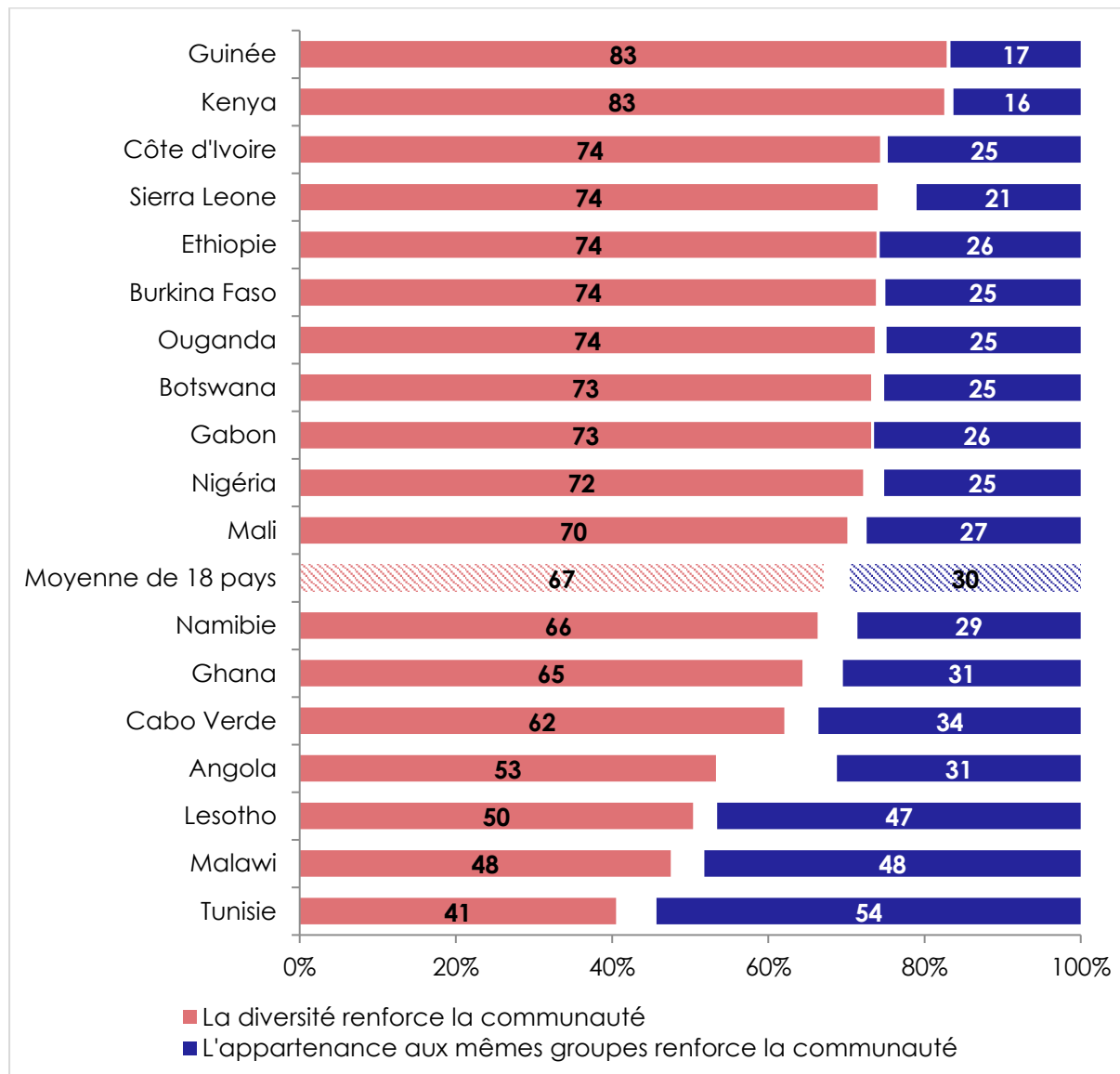


**Question posée aux répondants:** De manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que vous devez être très méfiant dans vos relations avec les gens?

Cela dit, d'autres indicateurs décrivent un tableau sensiblement différent des relations interpersonnelles et intergroupes en Afrique. En dépit du faible niveau de confiance interpersonnelle, les Africains semblent accepter la diversité, tant dans l'abstrait que dans leur propre quartier.

À la question de savoir si les communautés sont plus fortes lorsqu'elles sont diversifiées ou homogènes, deux tiers (67%) des répondants de 18 pays estiment que la diversité fait leur force, y compris des majorités dans tous les pays sauf deux. Plus de huit sur 10 Guinéens (83%) et Kenyans (83%) sont de cet avis (Figure 3). Les exceptions sont le Malawi, dont les répondants sont équitablement divisés sur la question (48% chacun), et la Tunisie, le seul pays où la majorité (54%) préfèrent moins, plutôt que plus, de diversité.

**Figure 3: La diversité renforce-t-elle les communautés? | 18 pays | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

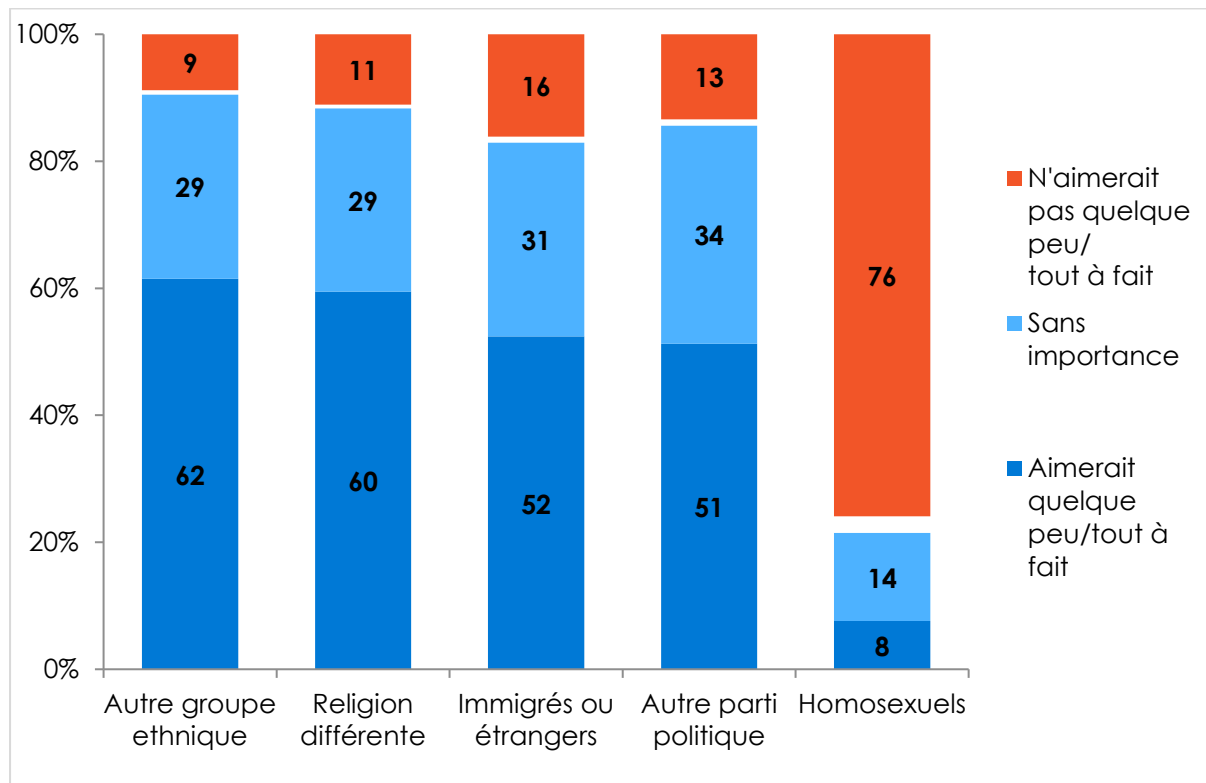
Affirmation 1: Les communautés sont plus fortes lorsqu'elles sont composées de gens de différents groupes ethniques, différentes races, ou différentes religions.

Affirmation 2: Les communautés sont plus fortes lorsqu'elles sont composées de gens appartenant au même groupe ethnique ou à la même race ou religion.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Un grand nombre d'entre eux se disent également prêts, voire désireux, de vivre aux côtés de personnes différentes d'eux-mêmes. La majorité des répondants déclarent souhaiter avoir pour voisins des personnes d'ethnies (62%), de religions (60%), de nationalités (52%), et d'allégeances politiques (51%) différentes, et trois autres sur 10 déclarent qu'ils ne s'en soucieraient pas (Figure 4). L'exception remarquable concerne les homosexuels, qui continuent de souffrir de niveaux élevés d'intolérance dans de nombreux pays (Howard, 2020; Dulani, Sambo, & Dionne, 2016).

**Figure 4: Tolérance vis-à-vis des autres** | 18 pays | 2019/2020



**Questions posées aux répondants:** Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance:

- Les personnes de religion différente?
- Les personnes d'autres groupes ethniques?
- Les homosexuels?
- Les immigrés ou les travailleurs étrangers?
- Des supporteurs d'un autre parti politique?

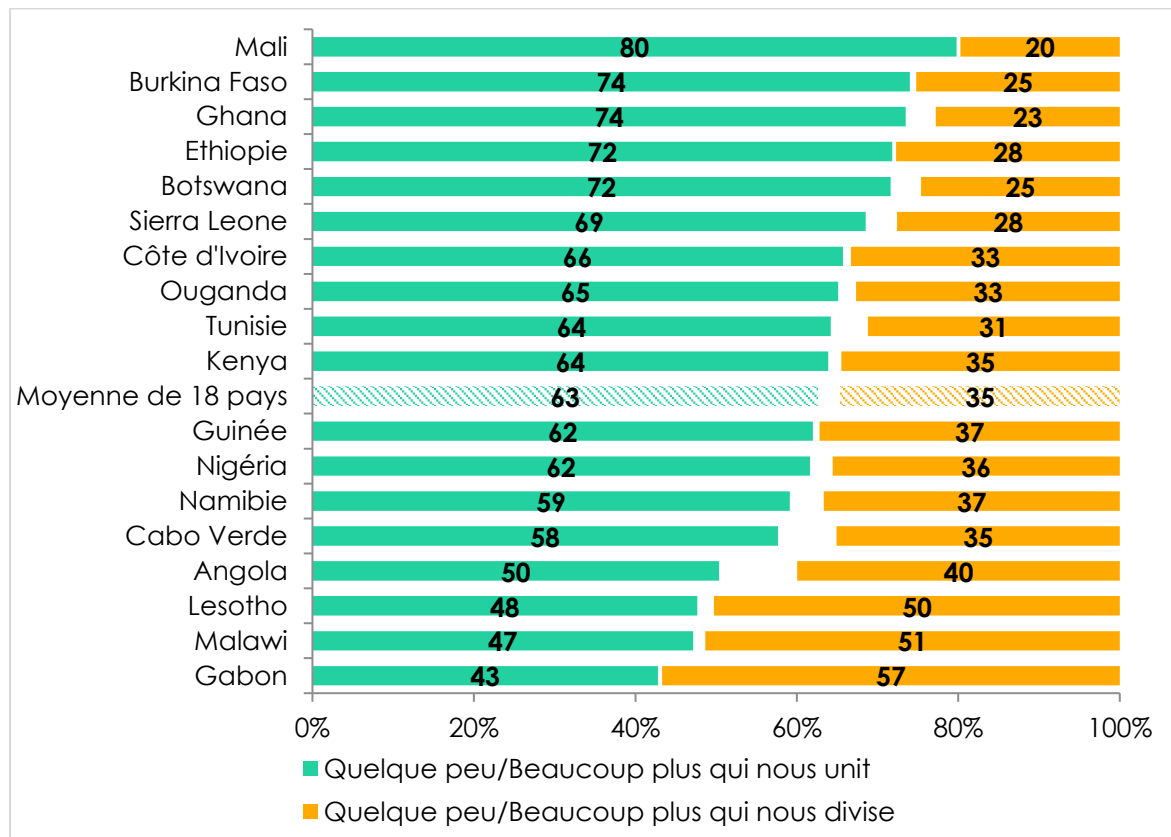
### Un sentiment d'appartenance?

Outre la confiance et la convivialité des Africains envers les « autres » dans leurs communautés et leurs sociétés, comment se sentent-ils acceptés et intégrés? Se sentent-ils membres d'un collectif national, et acceptés dans leurs propres sociétés?

Les données disponibles suggèrent que la plupart d'entre eux ont ce sentiment. À la question de savoir s'il y a « plus qui unit » tous les citoyens du pays en un seul peuple ou « plus qui les divise », près de deux tiers (63%) estiment que leurs sociétés sont plus unies, y compris des majorités dans 15 des 18 pays (Figure 5). Un tiers seulement (35%) pensent que les divisions liées à la religion, l'appartenance ethnique, la politique, ou le statut économique l'emportent sur les facteurs d'unification. Malgré les luttes politiques de leur pays au cours de la dernière décennie, les Maliens ont le sentiment d'unité le plus répandu (80%), suivis des Burkinabé (74%), Ghanéens (74%), Éthiopiens (72%), et Botswana (72%). En revanche, la majorité des répondants estiment que le sentiment de division est plus fort que le sentiment d'unité au Gabon (57%), au Malawi (51%), et au Lesotho (50%).<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les enquêtes au titre du Round 8 ont été réalisées avant la reprise de l'élection présidentielle au Malawi en juin 2020, le coup d'État d'août 2020 au Mali, et la crise interne de novembre 2020 en Éthiopie.

**Figure 5: Plus qui unit ou plus qui divise? | 18 pays | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:** Les [citoyens de ce pays] sont très divers. Ils sont de différentes religions, de différents groupes ethniques, de différents partis politiques, et de différents milieux socioéconomiques. Dans l'ensemble, diriez-vous qu'il y a plus qui unit tous les [citoyens de ce pays] en un seul peuple ou qu'il y a plus qui les divise?

L'ethnie est souvent identifiée comme un clivage social et politique majeur dans les sociétés africaines. Les affiliations ethniques ou régionales des principaux partis politiques, par exemple, sont souvent considérées plus importantes que leurs programmes économiques ou sociaux (Berman, Eyoh, & Kymlicka, 2004; Norris & Mattes, 2003). Mais les Africains sont-ils plus à l'aise par rapport à leurs identités ethniques individuelles ou à leurs identités nationales communes?

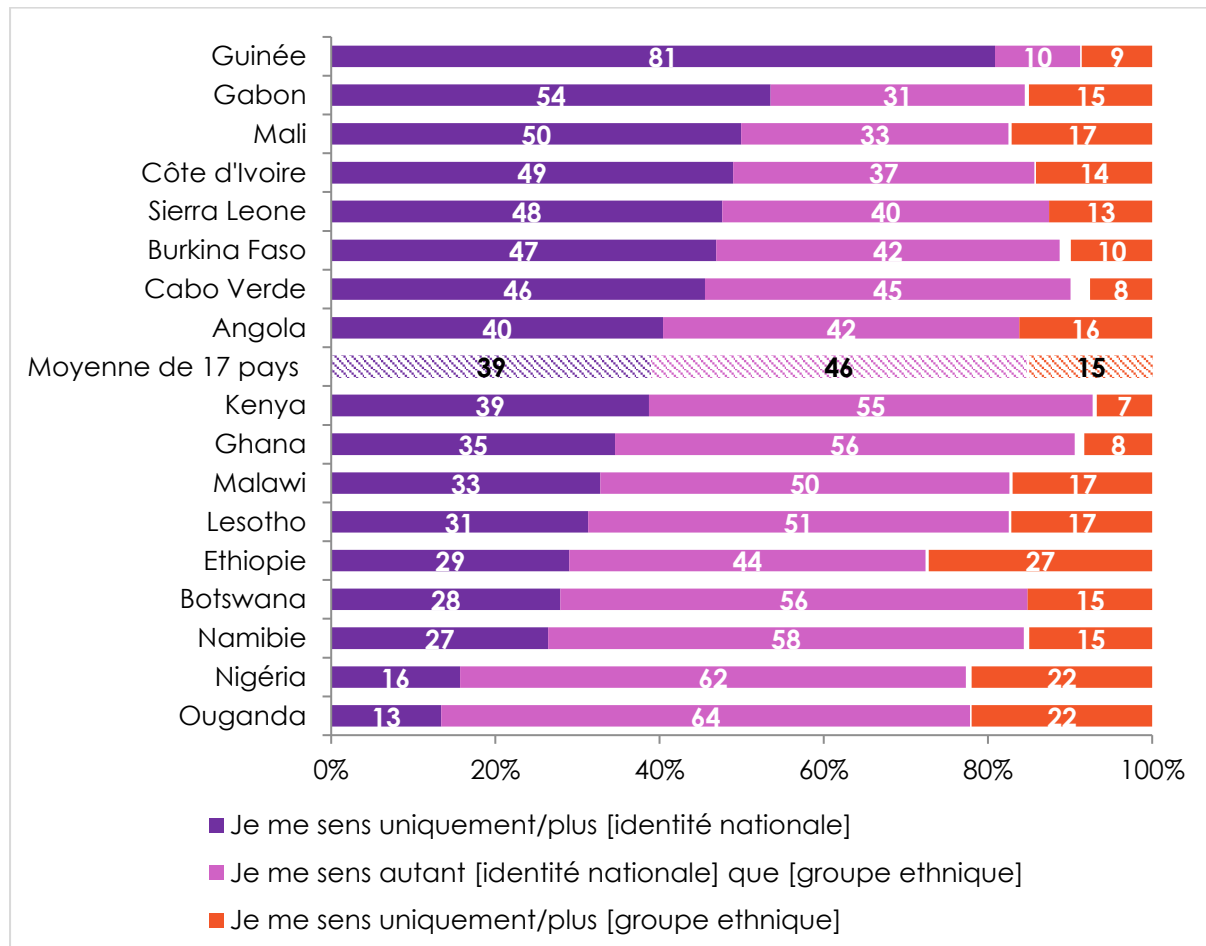
En réalité, ils préfèrent partager les deux identités de manière égale. À la question de savoir s'ils se sentent plus attachés à leur identité nationale ou ethnique, une majorité relative (46%) dans 17 pays<sup>2</sup> déclarent se sentir également attachée aux deux. De plus, 39% des répondants déclarent que leur identité nationale leur importe plus que leur identité ethnique, contre 15% seulement qui se sentent plus attachés à leur identité ethnique (Figure 6).

Les préférences pour les « deux identités » par rapport à la « seule identité nationale » varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, près de deux tiers des Ougandais (64%) et des Nigériens (62%) accordent la même importance aux deux identités, contre 10% seulement des Guinéens, qui préfèrent fortement leur identité nationale (81%). La majorité se concentrent également sur l'identité nationale au Gabon (54%) et au Mali (50%). En

<sup>2</sup> Les questions relatives à l'ethnie n'ont pas été posées en Tunisie.

revanche, la préférence pour l'identité ethnique ne dépasse le quart qu'en Éthiopie (27%), tandis que moins d'un sur 10 répondants privilégient leur appartenance ethnique au Kenya (7%) et au Ghana (8%), pays très hétérogènes, ainsi qu'au Cabo Verde (8%).

**Figure 6: Identité nationale contre identité ethnique | 17 pays\* | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:** Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être [un membre du groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments?

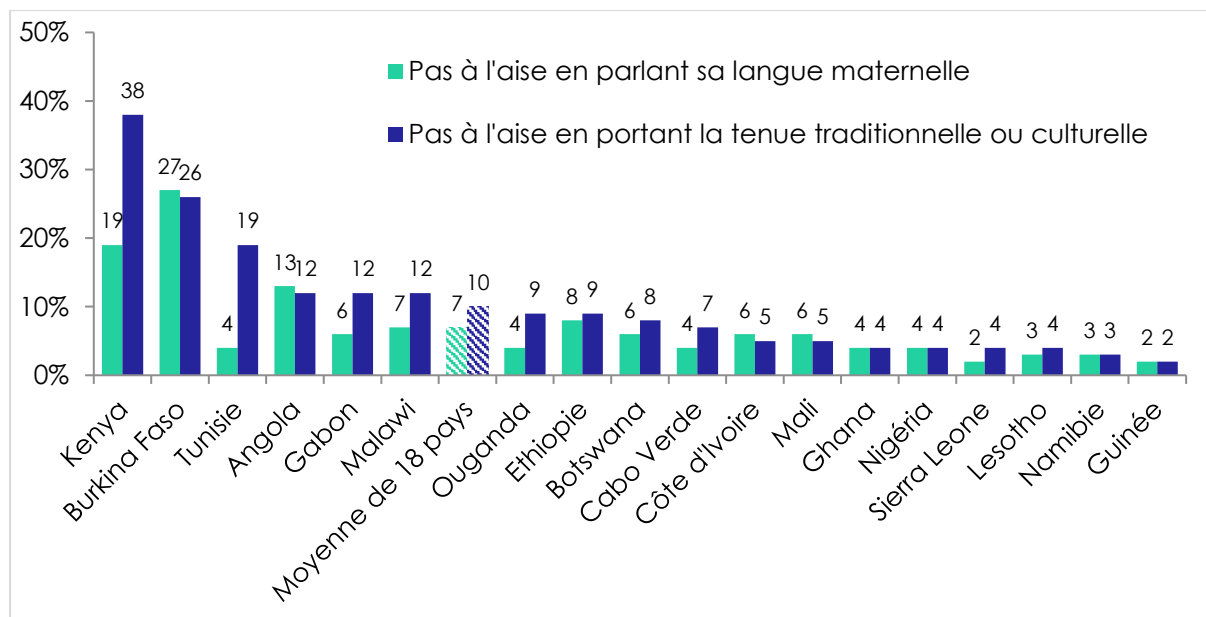
\*Cette question n'a pas été posée en Tunisie.

La plupart des gens sont également assez à l'aise pour exprimer leurs identités ethniques et culturelles spécifiques, par exemple en parlant leur langue maternelle ou en portant les vêtements traditionnels en public. En moyenne, seul un sur 10 répondants (10%) se disent mal à l'aise à l'idée de porter des vêtements traditionnels en public, et un nombre encore plus petit (7%) indiquent une réticence à parler ouvertement sa langue maternelle. Dans 12 des 18 pays, moins d'un sur 10 citoyens expriment un malaise face à l'une ou l'autre de ces pratiques (Figure 7). Il existe cependant quelques exceptions notables. Près d'un sur cinq Tunisiens (19%) ne sont pas à l'aise avec le port de vêtements traditionnels. Au Burkina Faso, environ un quart d'entre eux sont réticents à parler ou à s'habiller en fonction de leurs racines ethniques ou culturelles. Plus radicalement, au Kenya, où la diversité ethnique est grande, près de quatre sur 10 personnes (38%) sont réticentes à porter des vêtements traditionnels en public, et la moitié de cette proportion (19%) se sentent mal à l'aise pour ce qui est de parler leur langue maternelle en public.



Le Kenya présente donc une sorte d'énigme. Il s'agit d'un pays ethniquement diversifié où l'ethnicité est largement considérée comme un facteur déterminant de la politique et la vie sociale – les partis politiques, par exemple, ont de fortes affiliations ethniques (voir Bratton & Kimenyi, 2008). Le malaise autour de l'expression ethnique et culturelle est tout aussi relativement élevé. En même temps, très peu de Kenyans expriment une préférence pour leur identité ethnique plutôt que nationale (7% seulement, Figure 6), et les Kenyans sont parmi les plus susceptibles de déclarer attacher beaucoup de prix à la diversité des communautés (83%, Figure 3).

**Figure 7: Mal à l'aise à exprimer son ethnité | 18 pays | 2019/2020**



**Questions posées aux répondants:** Vous sentez-vous à l'aise: En parlant votre langue maternelle en public? En portant votre tenue traditionnelle ou culturelle en public?

### Expérience de la discrimination

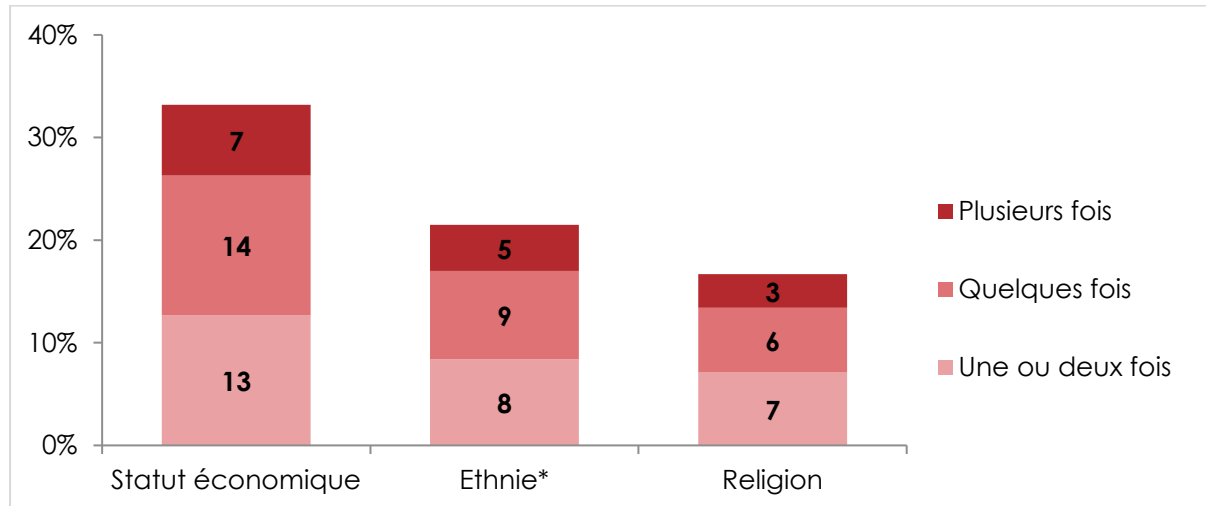
Au-delà du sentiment d'appartenance à une communauté nationale plus large, nous cherchons à savoir si les gens ont été personnellement victimes de discrimination de la part de leurs concitoyens et si les « gens comme vous » sont généralement victimes de discrimination de la part du gouvernement. Afrobarometer a posé des questions relatives au traitement inéquitable basé sur trois principales identités sociales: l'appartenance ethnique, la religion, et le statut économique.

Contrairement aux idées reçues qui tendent à considérer l'ethnicité comme le clivage le plus déterminant dans de nombreuses sociétés africaines, ces résultats révèlent que le statut économique est le principal facteur de discrimination horizontale (par des compatriotes) et verticale (par le gouvernement). Un tiers (34%) des répondants déclarent avoir été traité injustement par des concitoyens en raison de leur situation économique au cours de l'année écoulée, tandis que 22% et 16%, respectivement, ont subi un traitement injuste en raison de leur appartenance ethnique et de leur religion (Figure 8).

En ce qui concerne les mauvais traitements infligés par le gouvernement, les chiffres sont encore plus élevés, quoique cela puisse en partie refléter le fait que cette série de questions portait sur les expériences générales du groupe du répondant, plutôt que sur leur expérience personnelle, et ne précisait pas de période. Un tiers (34%) des répondants déclarent que leur

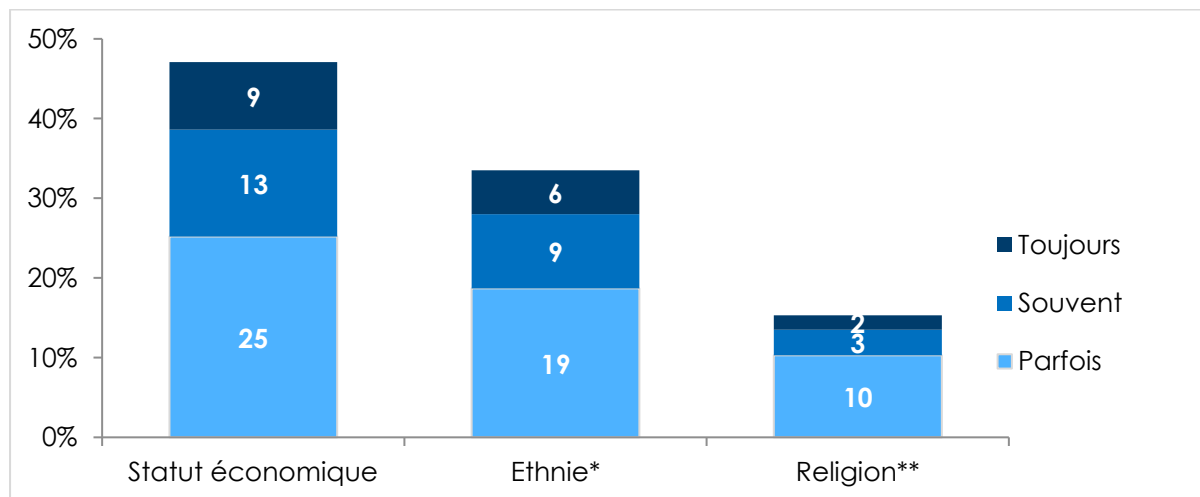
groupe ethnique subit un traitement injuste de la part du gouvernement en raison de leur appartenance ethnique, et près de la moitié (47%) affirment que le gouvernement traite injustement « les gens comme eux » sur la base de leur statut économique (Figure 9).

**Figure 8: Traitement injuste par des compatriotes** | 18 pays | 2019/2020



**Questions posées aux répondants:** Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de: Vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? Votre religion? Votre ethnie? (\*La question relative à l'ethnie n'a pas été posée en Tunisie.)

**Figure 9: Traitement injuste par le gouvernement** | 18 pays | 2019/2020



**Questions posées aux répondants:**

A quelle fréquence, éventuellement, des gens comme vous sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté?

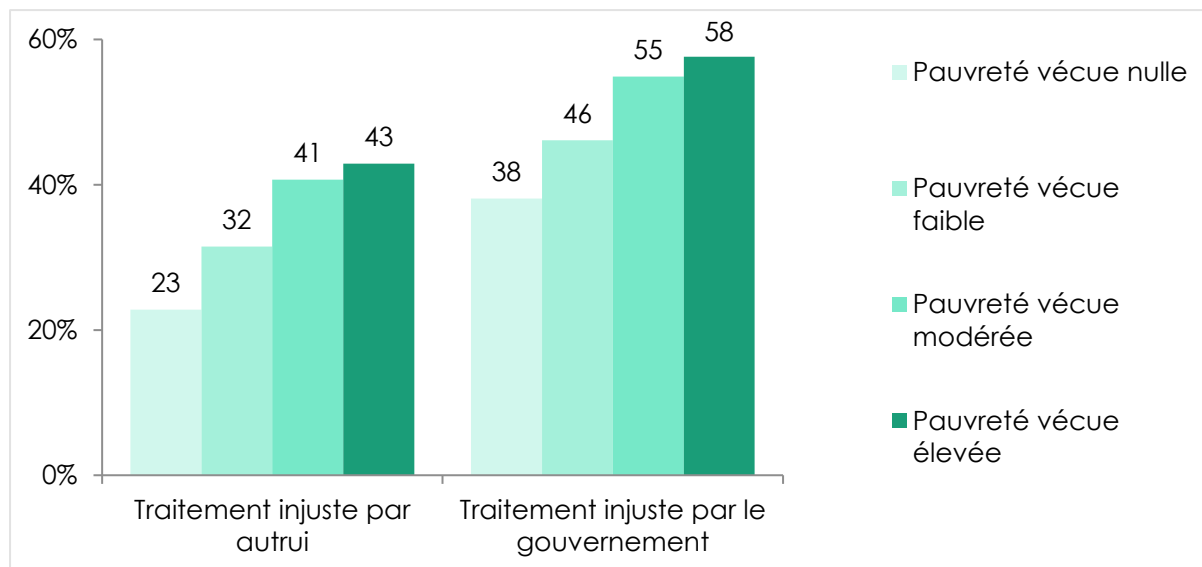
A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement?

\*La question relative à l'ethnie n'a pas été posée en Tunisie. Dans d'autres pays, cette question n'a pas été posée aux répondants qui ne s'identifiaient qu'à leur identité nationale plutôt qu'à un groupe ethnique (4% de tous les répondants).

\*\*Cette question n'a pas été posée aux répondants qui ne s'identifiaient à aucune religion (c'-à-d. les 6% qui se sont retrouvés dans les catégories « aucune », « a refusé », ou « ne sait pas »).

Comme il fallait s'y attendre, les citoyens plus pauvres sont nettement plus susceptibles d'avoir le sentiment d'être maltraités en raison de leur statut économique. Les personnes confrontées aux niveaux les plus élevés de pauvreté vécue<sup>3</sup> sont presque deux fois plus susceptibles de penser que leurs concitoyens les maltraitent en raison de leur statut économique (43%) que ceux qui ne vivent pas dans la pauvreté (23%) (Figure 10). Et une bonne majorité (58%) des plus pauvres ont le sentiment que le gouvernement les traite injustement, soit 20 points de pourcentage de plus que le nombre de citoyens plus riches qui ont ce sentiment (38%).

**Figure 10: Traitement injuste sur la base du statut économique** | par statut économique | 18 pays | 2019/2020



**Questions posées aux répondants:**

*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)*

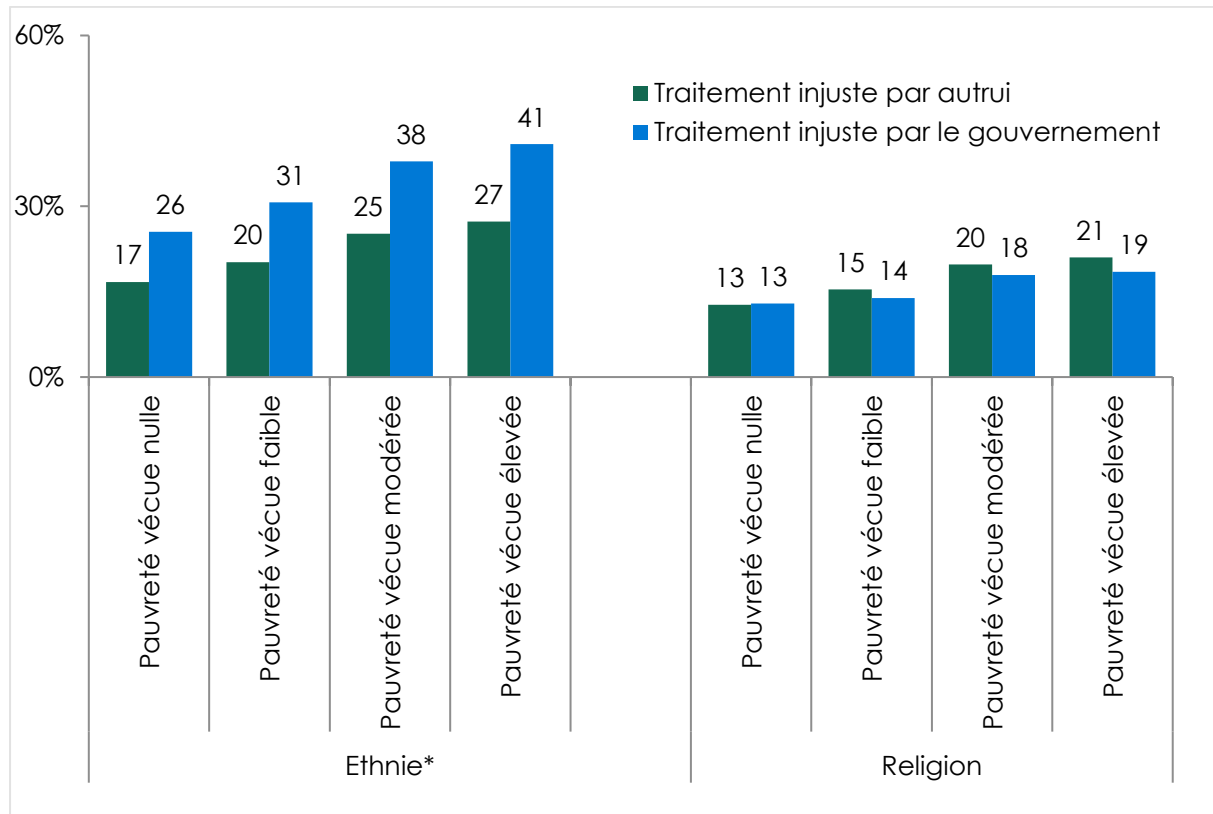
*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? (% qui répondent « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

Mais les citoyens plus pauvres sont également beaucoup plus susceptibles d'être traités injustement en raison de leur appartenance ethnique et de leur religion, bien que les écarts avec les citoyens plus riches ne soient pas toujours aussi considérables (Figure 11). Les plus pauvres font état de 10 points de pourcentage additionnels de traitement injuste par leurs concitoyens en raison de leur appartenance ethnique par rapport aux plus riches (27% contre 17%), et la marge est de 8 points de pourcentage pour la religion (21% contre 13%). Les écarts de traitement injuste par le gouvernement sont de 15 points pour l'ethnicité (41%

<sup>3</sup> L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leur famille se sont retrouvés dans une situation de manque de produits de première nécessité (suffisamment de nourriture et d'eau, les soins médicaux, suffisamment de combustible pour la cuisine, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

chez les plus pauvres contre 26% chez les plus riches) et de 6 points pour la religion (19% contre 13%).

**Figure 11: Traitement injuste sur la base de l'ethnie et de la religion | par statut économique | 18 pays | 2019/2020**



**Questions posées aux répondants:**

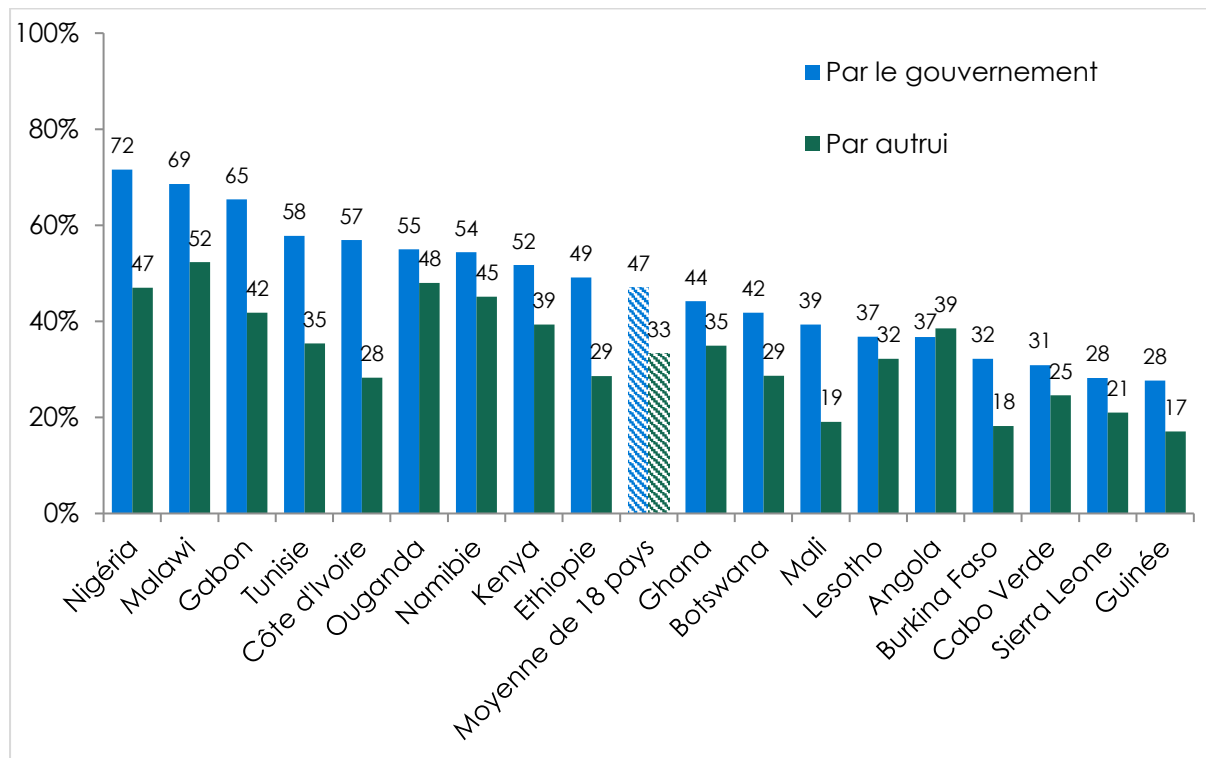
*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? (\*La question relative à l'ethnie n'a pas été posée en Tunisie.) (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)*

*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? (% qui répondent « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

En tenant compte du fait que ces mesures sont similaires mais pas exactement comparables, la Figure 12 illustre les cas de traitement injuste fondé sur la situation économique, tant par les citoyens que par le gouvernement. Plus de deux tiers des Nigériens (72%) et des Malawites (69%) estiment que leur gouvernement les traite injustement, ce qui est une accusation stupéfiante. Même dans les pays les plus performants, la Sierra Leone et la Guinée, plus d'un quart (28%) des répondants déclarent que leur gouvernement les traite injustement.

Les compatriotes sont moins discriminants, mais la majorité des répondants au Malawi (52%) estiment que les autres Malawites les traitent avec discrimination sur la base de leur statut économique, suivis de près par l'Ouganda (48%) et le Nigéria (47%).

**Figure 12: Traitement injuste sur la base du statut économique | 18 pays | 2019/2020**



**Questions posées aux répondants:**

*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)*

*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? (% qui répondent « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

Le Tableau 1 récapitule la prévalence signalée des traitements injustes par pays pour les six indicateurs étudiés. Les cellules sont codées par couleur, les nuances plus sombres indiquant des niveaux plus élevés de traitement inéquitable.

Les Nigériens signalent les problèmes de discrimination les plus fréquents, avec des niveaux « élevés » ou « modérés à élevés » de traitement injuste pour les six indicateurs. Les Malawites signalent des niveaux remarquablement élevés de discrimination économique, tant de la part du gouvernement que des compatriotes, et affichent des niveaux au moins modérés pour tous les indicateurs, tout comme l'Angola, l'Éthiopie, le Gabon, le Kenya, la Namibie, et l'Ouganda.

En revanche, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Guinée, et la Sierra Leone se démarquent comme des pays où la discrimination est beaucoup moins répandue, même si elle existe encore manifestement. Il convient toutefois de noter que si certains pays n'enregistrent que des niveaux marginaux de discrimination fondée sur la religion (notamment le Cabo Verde, la Guinée, et la Sierra Leone) ou même sur l'appartenance ethnique (Lesotho), tous les pays affichent un score « élevé » ou « modéré à élevé » pour ce qui est de la discrimination basée sur le statut économique. Et l'Éthiopie est le seul pays où la discrimination basée sur le statut économique est égalée par la discrimination basée sur l'ethnicité.

**Tableau 1: Expérience de traitements injustes | 18 pays | 2019/2020**

|                               | Traitement injuste par autrui<br>(% « une ou deux fois », « quelques fois »,<br>ou « plusieurs fois ») |                |            | Traitement injuste par le gouvernement<br>(% « quelques fois », « souvent »,<br>ou « toujours ») |            |            |
|-------------------------------|--|----------------|------------|--|------------|------------|
|                               | Statut<br>économique   | Ethnie         | Religion   | Statut<br>économique   | Ethnie     | Religion   |
| Angola                        | 39%  | 32%            | 32%        | 37%  | 30%        | 20%        |
| Botswana                      | 29%  | 18%            | 15%        | 42%  | 27%        | 10%        |
| Burkina Faso                  | 18%  | 10%            | 10%        | 32%  | 12%        | 9%         |
| Cabo Verde                    | 25%  | 11%            | 11%        | 31%  | 18%        | 4%         |
| Côte d'Ivoire                 | 28%  | 18%            | 12%        | 57%  | 39%        | 13%        |
| Ethiopie                      | 29%  | 30%            | 18%        | 49%  | 52%        | 20%        |
| Gabon                         | 42%  | 32%            | 19%        | 65%  | 55%        | 29%        |
| Ghana                         | 35%  | 20%            | 18%        | 44%  | 26%        | 13%        |
| Guinée                        | 17%  | 10%            | 4%         | 28%  | 29%        | 2%         |
| Kenya                         | 39%  | 30%            | 20%        | 52%  | 48%        | 15%        |
| Lesotho                       | 32%  | 6%             | 17%        | 37%  | 9%         | 7%         |
| Malawi                        | 52%  | 24%            | 23%        | 69%  | 51%        | 26%        |
| Mali                          | 19%  | 12%            | 8%         | 39%  | 25%        | 10%        |
| Namibie                       | 45%  | 32%            | 27%        | 54%  | 40%        | 15%        |
| Nigéria                       | 47%  | 34%            | 31%        | 72%  | 50%        | 34%        |
| Ouganda                       | 48%  | 33%            | 22%        | 55%  | 43%        | 18%        |
| Sierra Leone                  | 21%  | 12%            | 6%         | 28%  | 12%        | 2%         |
| Tunisie*                      | 35%  |                | 9%         | 58%  |            | 26%        |
| <b>Moyenne<br/>de 18 pays</b> | <b>33%</b>   | <b>22%</b>     | <b>17%</b> | <b>47%</b>   | <b>34%</b> | <b>15%</b> |
|                               | <15%   | Faible         |            | 15%-25%  | Modéré     |            |
|                               | 26%-35%  | Modéré à élevé |            | >35%   | Élevé      |            |

**Questions posées aux répondants:**

*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de: Vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté? Votre religion? Votre ethnie?*

*A quelle fréquence, éventuellement, des gens comme vous sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté?*

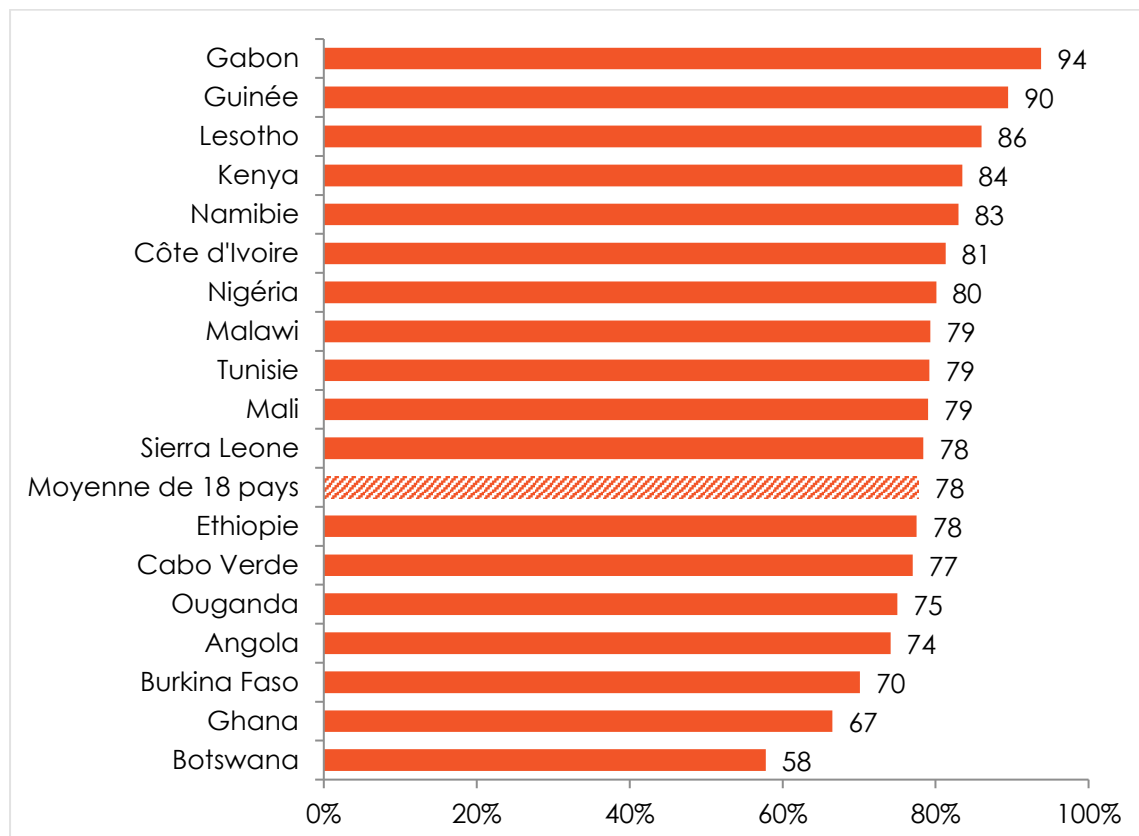
*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique ou de la religion du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement*

\*Les questions relatives à l'ethnie n'ont pas été posée en Tunisie.

En somme, l'inégalité économique et le mauvais traitement infligé à de nombreux citoyens de ce fait semblent être un élément critique compromettant l'unité et la cohésion sociale. Alors que les clivages plus traditionnellement reconnus de la religion et de l'ethnicité sont au fondement de certains griefs populaires, l'inégalité économique est beaucoup plus importante comme source de perception de traitements injustes. Pourtant, plus de trois

quarts (78%) des répondants déclarent que leurs gouvernements s'en sortent « assez mal » ou « très mal » en ce qui concerne la réduction des inégalités entre riches et pauvres, avec des majorités importantes dans chaque pays (Figure 13). Ceci suggère que les gouvernements doivent combattre l'inégalité économique de manière plus directe et plus agressive, dans la mesure où elle constitue une source de clivage potentiel critique, et dans certains pays même croissante (Chancel, Cogneau, Gethin, & Myczkowski, 2019).

**Figure 13: Piètre performance gouvernementale vis-à-vis de l'inégalité | 18 pays | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction du fossé entre riches et pauvres? (% de « plutôt mal » ou « très mal »)

### Liens sociaux et résultats pro-sociaux

La principale raison pour laquelle les analystes s'intéressent à des facteurs tels que le capital social et la cohésion sociale est leur incidence prévisible sur les résultats sociaux. En général, on s'attend à ce que des sociétés plus cohésives soient également plus efficaces dans leur action collective en vue de la résolution des problèmes et de la réalisation des objectifs de développement.

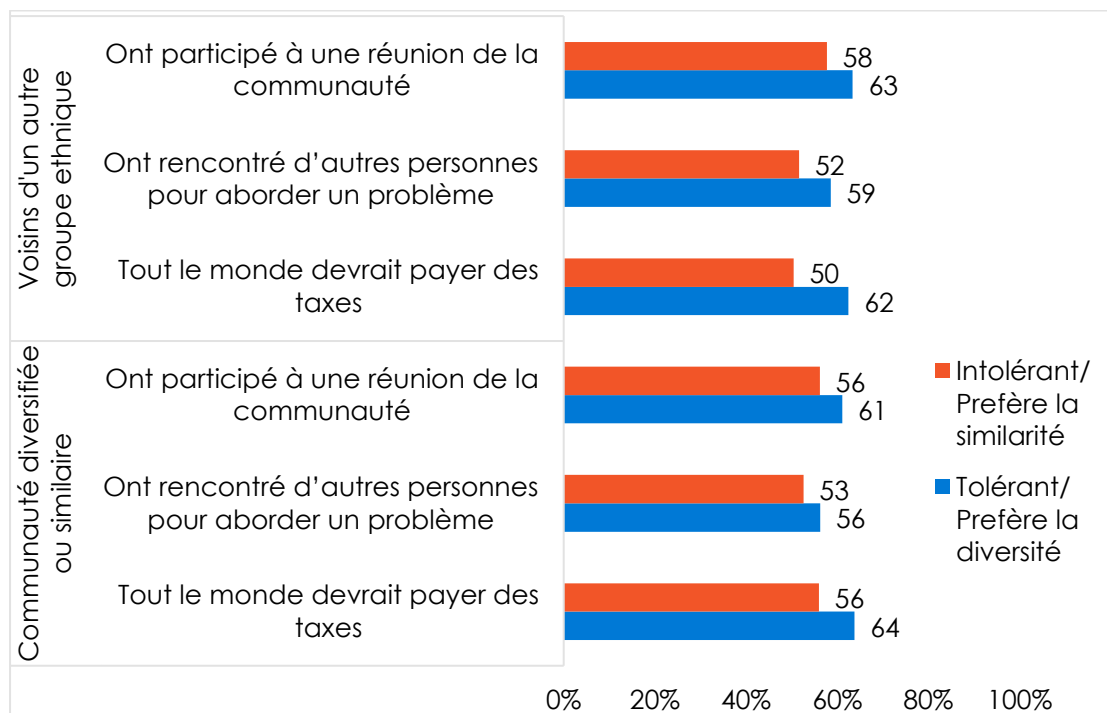
La présente évaluation n'a pas pour objet d'évaluer l'incidence de différents types de liens et de clivages sociaux sur des résultats tels que la collaboration communautaire ou l'engagement en faveur du bien commun. Mais quelques résultats préliminaires suggèrent au moins un lien modeste qui vaut la peine d'être exploré plus avant.

Nous examinons dans un premier temps la relation entre les attitudes favorables à la diversité – la tolérance envers des voisins différents et la conviction que les communautés diverses

sont plus fortes – et plusieurs résultats clés. En termes de résultats comportementaux, nous considérons deux actions susceptibles d'être des éléments clés de la résolution collective des problèmes: la participation aux réunions communautaires et le fait de se joindre aux autres pour aborder des questions. En termes de résultats attitudeux, nous déterminons si les individus approuvent que l'État puisse percevoir des impôts, une attitude qui suggère un certain attachement au bien commun.

Dans tous les cas, nous constatons que l'engagement en faveur de la tolérance et de la diversité est lié à des niveaux plus élevés de comportements et attitudes pro-sociaux (Figure 14). Les différences observées entre les personnes ayant des attitudes favorables à la diversité ou à la tolérance et celles qui rejettent la tolérance ou la diversité sont assez modestes. Mais l'écart est assez important (jusqu'à 12 points de pourcentage) dans d'autres cas, par exemple l'attitude pro-sociale selon laquelle les gens doivent payer des impôts. Il est impossible de dire si les attitudes favorables à la diversité constituent la cause ou la conséquence de facteurs tels que le contact avec les autres; il existe probablement un certain degré de causalité dans les deux sens (Jenson, 2019). Mais ces conclusions suggèrent clairement qu'il est indispensable de pousser plus loin l'exploration des conséquences des divers degrés de liens sociaux sur les résultats sociaux attendus.

**Figure 14: Attitudes pro-diversité et résultats pro-sociaux | 18 pays | 2019/2020**



**Questions posées aux répondants:**

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois: Participer à une réunion de la communauté? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)  
 Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

En retournant la situation et en examinant la relation entre les expériences négatives – notamment l'expérience de la discrimination basée sur l'origine ethnique ou le statut

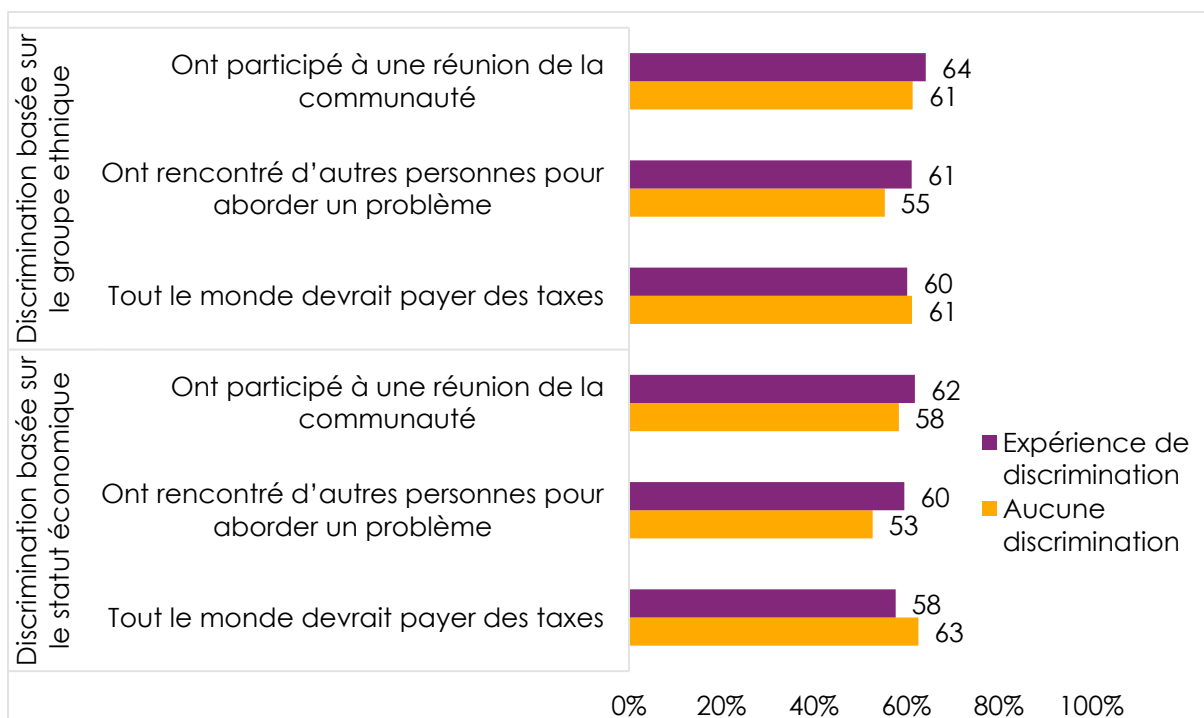


économique – et les résultats pro-sociaux, nous observons une divergence intéressante. Comme on pouvait s'y attendre, les répondants victimes de discrimination sont moins susceptibles d'exprimer des attitudes pro-sociales telles que la volonté de payer des impôts (bien que la différence soit marginale et non significative dans le cas de la discrimination basée sur l'origine ethnique) (Figure 15).

Nous constatons toutefois que ceux qui ont directement subi la discrimination aux mains de leurs concitoyens sont un peu *plus susceptibles*, plutôt que moins, de participer à des activités et des actions collectives. À première vue, cette constatation pourrait paraître inattendue. Mais rappelons que nous avons déjà constaté que les personnes économiquement défavorisées sont les plus susceptibles de subir la discrimination (Figure 10 et Figure 11). Des résultats antérieurs d'Afrobarometer (Logan, Sanny, & Han, 2020) ont démontré que les membres les plus pauvres de la société sont en réalité les plus susceptibles de s'engager dans un mouvement civique volontaire, tel que les réunions communautaires et la concertation avec d'autres personnes pour aborder des problèmes.

En définitive, il semble que les personnes les plus pauvres et les plus discriminées soient en réalité incitées à prendre des mesures visant à améliorer leur situation, tout en se désengageant des exigences « obligatoires » qu'un État ou une société inégale leur impose, comme le paiement des impôts. Nous notons néanmoins à nouveau que ces conclusions sont très préliminaires et méritent d'être approfondies.

**Figure 15: Expérience de discrimination et résultats pro-sociaux | 18 pays | 2019/2020**



**Questions posées aux répondants:**

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois:

Participer à une réunion de la communauté? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

## Conclusion

La compréhension de l'équilibre entre la cohésion sociale et la dissonance sociale (Lockwood, 1999) telles que vécues dans les sociétés africaines est encore en chantier. Les nouveaux résultats du Round 8 d'Afrobarometer exposés ici suggèrent la nécessité de remettre en question nos postulats conventionnels sur les identités et les clivages les plus importants dans une société donnée, ainsi que sur la façon de mesurer au mieux la « cohésion ».

Dans les 18 pays traités ici, les niveaux de confiance généralisée sont extrêmement faibles, et l'engagement en faveur de la diversité, de la tolérance, et de l'acceptation des différences (sur la plupart des questions) est pourtant élevé. Nous observons également des niveaux assez élevés d'engagement envers la nation, ainsi que des niveaux importants de discrimination. Il y a encore beaucoup à faire pour déterminer les implications de ces indicateurs complexes et variés sur la mesure de la cohésion sociale et, surtout, sur les résultats sociaux et du développement.

---

Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Berman, B., Eyoh, D., & Kymlicka, W. (Eds.). (2004). *Ethnicity and democracy in Africa*. Oxford: James Currey.
- Bratton, M., & Kimenyi, M. (2008). Voting in Kenya: Putting ethnicity in perspective. *Journal of Eastern African Studies*, 2(2), 272-289.
- Chan, J., To, H.-P., & Chan, E. (2006). Reconsidering social cohesion: Developing a definition and analytical framework for empirical research. *Social Indicators Research*, 75(2), 237-302.
- Chancel, L., Cogneau, D., Gethin, A., & Myczkowski, A. (2019). Income inequality in Africa, 1990-2017. World Inequality Lab WID. World Issue Brief 2019/6.
- Dulani, B., Sambo, G., & Dionne, K. Y. (2016). Bons voisins? Les Africains démontrent un sens élevé de la tolérance envers beaucoup, mais pas tous. Dépêche No. 74 d'Afrobarometer.
- Howard, B. (2020). « Tous dans le même bateau »: Les Africains tolèrent les autres ethnies, religions, et nationalités, pas l'orientation sexuelle différente. Dépêche No. 362 d'Afrobarometer.
- Jenson, J. (2019). Intersections of pluralism and social cohesion. Manuscrit publié par le Global Center for Pluralism.
- Lockwood, D. (1999). Civic integration and social cohesion. Dans I. Gough and G. Olofsson (Réd.), *Capitalism and Social Cohesion* (Chapitre 4).
- Logan, C., Sanny, J. A.-N., & Han, K. (2020). Who gets involved? Insights from Afrobarometer on civic engagement in Africa and implications for fostering volunteerism in pursuit of development goals. In: *Measuring the Economic and Social Contributions of Volunteering: Plan of Action Innovation Challenge*. Bonn: United Nations Volunteers (UNV).
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Travail No. 62 d'Afrobarometer.
- Norris, P., & Mattes, R. (2003). Does ethnicity determine support for the governing party? Document de Travail No. 26 d'Afrobarometer.
- Nunn, N., & Wantchekon, L. (2011). The slave trade and the origins of mistrust in Africa. *American Economic Review*, 101(7), 3221-3252.

## Annexe

**Tableau A.1: Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents**

| Pays                 | Travaux de terrain du Round 8 | Rounds d'enquêtes précédents             |
|----------------------|-------------------------------|--|
| <b>Angola</b>        | Nov.-déc. 2019                | N/A                                      |
| <b>Botswana</b>      | Juillet-août 2019             | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017 |
| <b>Burkina Faso</b>  | Déc. 2019                     | 2008, 2012, 2015, 2-17                   |
| <b>Cabo Verde</b>    | Déc. 2019                     | 2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017       |
| <b>Côte d'Ivoire</b> | Nov. 2019                     | 2013, 2014, 2017                         |
| <b>Ethiopie</b>      | Déc. 2019-jan. 2020           | 2013                                     |
| <b>Gabon</b>         | Fév. 2020                     | 2015, 2017                               |
| <b>Ghana</b>         | Sept.-oct. 2019               | 1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017 |
| <b>Guinée</b>        | Nov.-déc. 2019                | 2013, 2015, 2017                         |
| <b>Kenya</b>         | Août-sept. 2019               | 2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016       |
| <b>Lesotho</b>       | Fév.-mars 2020                | 2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017 |
| <b>Malawi</b>        | Nov.-déc. 2019                | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017 |
| <b>Mali</b>          | Mars-avril 2020               | 2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017 |
| <b>Namibie</b>       | Août 2019                     | 1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017 |
| <b>Nigéria</b>       | Jan.-fév. 2020                | 2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017 |
| <b>Ouganda</b>       | Sept.-oct. 2019               | 2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017 |
| <b>Sierra Leone</b>  | Mars 2020                     | 2012, 2015, 2018                         |
| <b>Tunisie</b>       | Fév.-mars 2020                | 2013, 2015, 2018                         |

**Carolyn Logan** est la directrice des analyses d'Afrobarometer et maître de conférences au Département des Sciences Politiques de Michigan State University (MSU). Email: [clogan@afrobarometer.org](mailto:clogan@afrobarometer.org).

**Aminatou Seydou** est étudiante de troisième cycle en relations internationales et en cultures et politiques comparatives au James Madison College, MSU. Email: [seydoumo@msu.edu](mailto:seydoumo@msu.edu).

**Luyando Mutale Katenda** est étudiant en première année du programme Masters of Public Policy du Département de Sciences Politiques de MSU. Email: [katendal@msu.edu](mailto:katendal@msu.edu).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org), pour plus d'informations.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 412 d'Afrobarometer | 15 décembre 2020